

Le génocide nazi des Tsiganes en URSS occupée (1941-1944)

Les assassinats de masse perpétrés par les nazis dans les territoires occupés de l'Est européen visant les populations tsiganes ainsi que les malades mentaux sont encore peu connus. Des chercheurs allemands ont commencé à explorer les archives russes, ukrainiennes ou biélorusses qui ne manquent pas d'éléments pour attester de ces crimes. Jean-Luc Bellanger rend compte dans ces pages de deux publications sur ces thèmes.

Voici un petit livre, 142 pages, dont le sous-titre est : *Rapport d'expertise pour le Centre de documentation et de culture des Sinti et Roma allemands* (1). Le président de ce « Conseil central des Sinti et Roma », Romani Rose, explique en introduction le pourquoi de cette étude : l'assassinat des Tsiganes qui se trouvaient durant les années de guerre dans les territoires du « Reich grand-allemand » (*Grossdeutscher Reich*) est relativement bien connu. Par contre ce qui s'est passé dans les territoires occupés de l'Est européen et dans les pays alliés des nazis reste en grande partie inconnu, et les recherches à ce sujet ont à peine débuté. En particulier les sources soviétiques attestant du génocide contre les Tsiganes ont été presque totalement négligées jusqu'à maintenant. Pourtant il n'a fallu que quelques mois à l'historien allemand Martin Holler, spécialiste de l'Est européen, pour rassembler, par des recherches intensives dans les archives russes et ukrainiennes, quantité de données encore ignorées. C'est le contenu de cet ouvrage.

Pour les représentants des Tsiganes en Allemagne, ces recherches ont une valeur toute particulière. Certains historiens ont, en effet, estimé que le terme de « génocide » (comme ses variantes discutables d'« holocauste » ou de « shoah ») ne pouvait pas être appliqué à l'assassinat de masse des Tsiganes (2). Le prétexte est simple, et repose sur une interprétation de textes, dus entre autres à Himmler, faisant une différence parmi les Tsiganes entre les sédentaires, qui devraient être épargnés par les tueurs, et les nomades, poursuivis, eux, et assassinés sous divers prétextes, comme l'espionnage, l'aide aux maquisards ou des délits économiques divers. Pour les représentants actuels des Sinti et Roma par contre, la question ne se pose pas : les assassinats dont les « Zigeuner » ont été victimes de la part des troupes nazies étaient de nature raciale,

purement et simplement, et la « différence de traitement » selon le mode de vie figurait peut-être sur le papier, mais était, soit ignorée, soit traitée par le mépris dans la réalité. C'est exactement ce que démontre l'étude de Martin Holler.

Assassinats systématiques au nord de l'URSS

Les sources soviétiques sont nombreuses, et Martin Holler en donne une liste fournie, insistant en particulier sur les dossiers de la *Commission extraordinaire d'État pour la constatation et l'étude des crimes des envahisseurs germano-fascistes et de leurs alliés*, rassemblés aux Archives nationales de la Fédération de Russie. Ces documents sont d'une précision inégale. Malgré trois recensements en 1926, 1937 et 1939, il est impossible de fournir un chiffre précis de la population tsigane en URSS avant guerre. Le nombre des membres de cette minorité était extrêmement variable selon les régions, et selon leur présence en ville ou à la campagne. Moscou et Leningrad étaient les centres principaux, les autres Tsiganes se trouvant surtout dans le nord du Caucase et la région de la Volga, dans les régions occidentales de la Russie et dans certaines régions de l'Ukraine. Un « Mouvement des kolkhoses » tsigane se situait surtout dans le Caucase du Nord et dans la région de Smolensk, où des Tsiganes travaillaient dans l'agriculture depuis des générations. Le plus étonnant pour le profane est peut-être de découvrir l'importance des « Kolkhoses nationaux tsiganes », qui fournissent sans doute les statistiques les plus fiables sur cette population, des listes de membres datant des années 1930 existant souvent encore. C'est un matériel pour les chercheurs à venir.

Le but du travail d'expertise de Martin Holler était de « fournir un jugement faisant foi sur le déroulement, l'ampleur et les principes de l'élimination des Roma par les nazis dans les régions centrales de l'URSS occupée par les Allemands ». L'enquête a porté surtout sur les régions sous administration militaire, les moins bien étudiées. Ce sont les régions des Groupes d'armées Nord, Centre et Sud, couvrant les régions allant de la Baltique à la mer Noire, territoires où les nazis n'avaient pas pu instaurer une administration civile, contrairement aux zones plus à l'ouest où régnaient les commissaires du Reich, Ostland au nord, Ukraine au sud (3).

Le Groupe d'armées Nord (*Heeresgruppe Nord*) était accompagné par le Groupe d'intervention (*Einsatzgruppe*) A avec quatre Kommandos. Sa zone d'occupation s'étendait sur tout ou partie des territoires de Leningrad, Pskov et Novgorod. C'était une région largement boisée, avec des

marais étendus, zone propice à l'action des partisans, et donc à une action sans merci des nazis. Mise à part la ville de Leningrad (qui ne fut jamais occupée, on le sait), la minorité tsigane était très dispersée. Le commandant des troupes de l'arrière de cette zone nord avait publié en novembre 1941 un ordre concernant les Tsiganes, faisant la distinction entre les « nomades », qui devaient être remis au « Kommando d'intervention » le plus proche, ce qui signifiait leur mort, et « les Tsiganes sédentaires depuis au moins deux ans et non douteux sur les plans politique et criminel » à laisser tranquilles. C'était la théorie. En réalité, Martin Holler a pu reconstituer les événements et en particulier la chronologie et les caractéristiques des assassinats de Tsiganes. C'est seulement à partir de février 1942 que des assassinats systématiques sont prouvés dans toute la zone occupée au nord de l'URSS. À ce moment, on peut parler d'une opération de masse soigneusement coordonnée. On ne dispose pas d'un ordre écrit décidant de ces opérations, mais les faits sont probants.

De janvier à avril 1942, ce sont les groupes mobiles, sans doute le Kommando spécial 1b qui sévit. En avril 1942, puis à l'été 1943, ce sont des Kommandos de la Police de sécurité qui agissent. La population tsigane est d'abord recensée et enregistrée, puis déportée et assassinée. De leur côté, des *Kommandanturen* locales, avec la Police militaire secrète (GFP) et la Gendarmerie militaire passent des régions entières au peigne fin et assassinent. En mai 1942, on assiste à ces massacres dans trois régions différentes, ce qui ne peut être le fait du hasard. Dans tous ces cas, aucune distinction n'est faite entre nomades et sédentaires, ce qui entraîne une réaction d'incompréhension et de colère parmi les voisins russes, comme en témoignent encore des témoins survivants. À titre d'exemple, un rapport d'enquête soviétique sur les événements de la région de Pskov parle de « l'anéantissement total des civils soviétiques - tsiganes et juifs - vivant dans la région », ajoutant que « le seul motif pour les fusillades étaient dans ce cas l'origine nationale ». Le rapport pour une autre région, celle de Velikie Luki, décrit « l'anéantissement physique de la population juive » et ajoute que les nazis « en accusant les Tsiganes de liens avec les partisans, procédaient à leur anéantissement massif ».

Aucune différence entre sédentaires et nomades

L'étude de Martin Holler continue avec les actes du Groupe d'armées Centre, qu'accompagnait le Groupe d'intervention B formé de quatre Kommandos (et un « Kommando avancé Moscou » que la

résistance de l'Armée Rouge rendit inutile). La région concernée se situait en partie en Biélorussie, et en partie en Russie, avec Smolensk comme ville principale. Des assassinats de Tsiganes ont eu lieu dès 1941, mais c'est surtout au printemps 1942 que les exactions contre les Tsiganes prirent une grande ampleur. Cette région avait vu la création, dès les années 1920, de Kolkhoses tsiganes, qui étaient encore en activité au début de la guerre. Il fut donc facile aux nazis de choisir leurs victimes comme, par exemple, au village d'Alexandrovska. On leur remit des listes, qui leur permirent de séparer les Tsiganes des autres habitants, et selon les témoignages, le carnage qui suivit fut d'une cruauté affreuse. On retira plus tard des fosses communes 176 cadavres, dont 52 d'enfants. Des institutrices, éducatrices et des paysans du kolkhose purent être identifiés, prouvant bien que la sédentarité ne protégeait pas les Tsiganes. D'ailleurs toute la région de Smolensk subit indistinctement le même sort, « l'ensemble de la population tsigane des kolkhoses étant anéanti ». Le rapport général aux autorités de Moscou est clair : « Des atrocités raciales spéciales furent infligées aux populations juive et tsigane, qui furent anéanties partout totalement ». Dans certaines régions, les deux populations furent éliminées successivement à quelques mois d'intervalle. Ailleurs les opérations furent souvent parallèles, et parfois communes, comme dans la région de Briansk. « Nulle part on n'a fait une différence entre tsiganes sédentaires ou non ».

Reste le Groupe d'armées Sud, accompagné des deux Groupes d'intervention, C et D, ce dernier sévissant essentiellement en Crimée. Le Groupe C fut actif en Ukraine, dans les régions de Tchernigov, Sumy, Kharkov et Stalino. Pour cette dernière région, on doute a régné dans la mesure où un document faisait état d'une protection particulière accordée aux Tsiganes travaillant dans les mines ou carrières. Il s'agit sans doute d'une exception, et d'ailleurs on a découvert dans le charnier d'une galerie de mine d'albâtre où étaient entassés 3 000 cadavres, essentiellement de juifs, les corps des membres de la population tsigane de la ville d'Artemovsk. Selon la conclusion de la Commission d'État, « l'ensemble de la population tsigane d'Artemovsk, des nouveau-nés aux vieillards, y avait été fusillé ». La méthode consistant à appeler une population donnée à se rassembler dans un but fallacieux (transfer vers une autre région, distribution de pain ou autre) a servi aussi contre les Tsiganes. Nous l'avons vu pour Briansk, mais en Ukraine le même piège a fonctionné par exemple à Tchernigov, où il semble qu'au moins 2 000 Roms aient été massacrés. Au plus tard à l'été 1942, Tchernigov était considéré par les nazis « libre de Tsiganes » (*zigeunerfrei*) comme

... elle avait auparavant été rendue « libre de juifs ». Restait à procéder de même dans les campagnes des environs, une chasse à l'homme qui dura encore des mois en 1943. (Un massacre d'ampleur équivalente à celui de Tchernigov a eu lieu dans une région d'Ukraine placée, elle, sous administration civile. Dans la ville de Kirovograd on a signalé l'assassinat de quelque 6000 juifs, et de plus de 1000 Tsiganes).

Le Groupe d'intervention D était chargé de la Crimée. Les chercheurs sont d'accord pour juger l'assassinat des Roms dans cette presqu'île comme systématique et destiné à être total. Il a débuté à la fin de 1941, ce groupe D jouant un rôle précurseur : plus de 800 assassinés à Simferopol mi-décembre 1941 (sur 1700 en 1941, il restera huit Tsiganes dans la ville en janvier 1943), l'ensemble des Tsiganes de Kertch le 30 décembre, ceux d'Evpatoria, plus de 1000, début 1942 après qu'on ait tenté de les attirer pour une prétendue distribution de pain, encore deux opérations « mineures » en janvier 1942, toujours en raison de l'« appartenance nationale aux Tsiganes ». Le mauvais temps durant près de deux mois donna aux nazis un délai pour chercher à recruter des auxiliaires chez les Tatares, antibolcheviques et antisémites. Pour l'élimination des Tsiganes par contre, les Tatares, musulmans, déçurent les nazis, car leurs rapports avec ceux-ci, souvent musulmans

Une succession d'assassinats

Une femme chirurgien militaire de Kiev, le professeur Ichtchenko, décrit ainsi la succession d'assassinats de masse à Tchernigov (Ukraine) : « En novembre 1941 eut lieu ce qu'on appelle une campagne de trois jours pour fusiller la population juive de la ville [de Tchernigov]. En janvier 1942, les malades mentaux furent fusillés, au printemps [en fait en été, MH] 1942, les Tsiganes, puis toujours en 1942 les activistes soviétiques. En février et mars 1943 ce fut le tour des prisonniers de guerre et des civils internés dans des camps d'être fusillés. » J.-L. B.

eux-mêmes, étaient en général bons. De nombreux Tsiganes se firent passer pour Tatares, échappant ainsi aux fusillades. On estime pourtant que le génocide des Tsiganes de Crimée en élimina autour de 70 %.

Ce sont également des éléments du Groupe d'intervention D qui accompagnèrent la Wehrmacht dans le nord du Caucase (Opération Bleu), en passant par Rostov-sur-le-Don, une région comptant de nombreux Roms. Un « Kolkhose national tzigane » fut liquidé (trois camions pleins) sous prétexte d'un transfert, et encore 36 Tsiganes d'un autre kolkhose de la région de Rostov. Dans la

région de Krasnodar, plus à l'est, vivaient environ 3000 Tsiganes, et on comptait 18 ou 20 petits kolkhoses tsiganes. La plupart des Tsiganes non employés dans l'agriculture étaient artisans dans des ateliers coopératifs (*artels*), 5 à 600 étaient nomades.

L'offensive allemande en direction de la Caspienne toucha aussi le secteur de Mineralnye Vody avec la région de Smolensk, lieu d'une des principales concentrations de Roms. Dans les années 1930, plusieurs petits kolkhoses tsiganes avaient été regroupés en un « Soviét de village tzigane », véritable prototype, dirigé par un écrivain rom. Selon les recherches de Martin Holler, le 1^{er} septembre 1942, quelques jours après l'occupation par les Allemands, tout le village fut réuni par les occupants pour expliquer l'« ordre nouveau ». Entre autres instructions, il fallait recenser « communistes, komsomols, juifs et Tsiganes », « la nécessité de supprimer les personnes d'origine juive et tzigane » étant évoquée. Ici encore, les deux catégories de victimes étaient donc clairement mises sur le même plan.

De tout ceci résulte que les Tsiganes ont bien été considérés comme une « race », et que les nazis souhaitaient parvenir à leur élimination totale. Le terme de « génocide », une fois de plus, doit être employé sans hésitation en ce qui concerne l'assassinat de masse dont furent victimes les Tsiganes en URSS et

ailleurs. Notons que le Parlement ukrainien a décidé en 2005 de faire du 2 août officiellement la Journée nationale du souvenir de l'holocauste des Roma (*Pamjati Golokostu Romiv*), la date choisie correspondant à la « liquidation » du camp tzigane d'Auschwitz-Birkenau par le gazage de ses derniers 2900 occupants, le 2 août 1944.

JEAN-LUC BELLANGER

(1) Le mot allemand *Zigeuner*, Tzigane, est considéré par les membres de cette minorité comme discriminatoire. On ne dit plus en Allemagne que *Sinti et Roma*, *Sinti* désignant ceux qui vivaient en Europe centrale depuis le Moyen-Âge, et *Roma* ceux qui sont arrivés jusqu'en Europe du sud-ouest. Nous avons publié une étude plus générale du sort des Tsiganes sous le nazisme dans le PR de mai 2003.

(2) On cite en particulier dans ce contexte les travaux de Michael Zimmermann (1999), Jehuda Bauer (2001) et Guenter Levy (2001).

(3) Il est impossible de fournir des chiffres précis. On estime le nombre des Tsiganes assassinés sur le territoire de l'URSS aux environs de 30000, le génocide d'ensemble des Tsiganes en Europe se situant sans doute autour de 200000 personnes, mais ayant en réalité peut-être atteint plus du double.

■ Holler, Martin, *Der nationalsozialistische Völkermord an den Roma in der besetzten Sowjetunion (1941-1944) (Le génocide nazi des Roma en Union soviétique occupée (1941-1944))*, Dokumentations- und Kulturzentrum Deutscher Sinti und Roma, Heidelberg, 2009.

L'« euthanasie » hitlérienne a également sévi en Pologne et en URSS occupées

Parmi les mesures inhumaines dont les nazis se sont rendus coupables en Allemagne comme dans les pays occupés, on ne doit pas oublier les assassinats de masse qu'ils avaient baptisés du terme d'« euthanasie », l'élimination des malades mentaux décidée par Hitler et mise en œuvre au moment où débutait la guerre. Ce que l'on ignore en général, c'est que ces mesures furent également appliquées dès 1939 en Pologne, puis dans les territoires occupés de l'Union Soviétique. Alors que Himmler et la SS en général se tenaient à l'écart en Allemagne de l'« Action T4 », comme elle était appelée couramment dans les milieux informés, leur accord profond avec les mesures d'« élimination de vies ne valant pas d'être vécues » laissait libre cours à cette activité pour les membres des Groupes d'intervention (*Einsatzgruppen*) dans les pays occupés. Un article publié dans le *Gedenkstätten Rundbrief (Circulaire des Mémoires)* de la Fondation Topographie de la Terreur de Berlin de décembre 2009 rappelle ces faits, à l'occasion de l'inauguration le 2 juillet 2009 en Biélorussie, à Moguilev, d'un monument à la mémoire des victimes de ces crimes.

Lorsque débuta l'invasion de l'URSS, l'« Action T4 » était au plus fort de son déroulement en Allemagne. C'est seulement deux mois plus tard, le 24 août 1941, que l'évêque de Munster, Clemens von Galen, prit violemment position contre ces assassinats de malades, poussant Hitler à ordonner (oralement) d'y mettre fin. Pour les membres des Groupes d'intervention, comme d'ailleurs souvent pour la Wehrmacht, tous les groupes de population considérés comme hostiles ou comme « de faible valeur » devaient être éliminés. Les malades mentaux internés faisaient partie de ces catégories, non seulement « inutiles et dangereuses », mais de consommateurs improductifs. Le général commandant en chef du Groupe d'armées nord sur le front russe, Franz Halder,

l'exprima clairement en septembre 1941, déclarant : « Les Russes considèrent les faibles d'esprit comme sacrés. Leur élimination (Tötung) est néanmoins nécessaire ».



MONUMENT INAUGURÉ LE 2 JUILLET 2009 À MOGUILIEV (BIÉLORUSSIE), DÉDIÉ AUX PATIENTS DE L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE « ASSASSINÉS PAR LE GAZ ET PAR BALLES PAR L'OCCUPANT ALLEMAND DURANT LES ANNÉES 1941-1942 ».

En conséquence, par exemple, les médecins de l'hôpital psychiatrique de Vinnitsa, en Ukraine, reçurent l'ordre de ne donner aux malades que 100 grammes de pain par jour. Mais les patients mouraient trop lentement d'inanition. Dès l'automne 1941, 800 internés furent fusillés, puis encore 700 empoisonnés. Des enfants handicapés furent aussi victimes de ces assassinats, comme à l'été 1942 les pensionnaires de la Maison d'enfants de Yaïsk, au bord de la mer d'Azov, « traités » par le camion à gaz d'un kommando du Groupe d'intervention B. Pourtant les fusillades, en particulier de malades mentaux, semblent avoir été spécialement éprouvantes pour les membres des Groupes d'intervention. On expérimenta d'autres méthodes, les explosifs d'abord, puis le gaz. Les explosifs, essayés dans une forêt près de Minsk en Biélorussie sur 24 patients, se révélèrent peu pratiques, car ils dispersaient dans une vaste zone des débris de chair difficiles à rassembler, tout en laissant des survivants.

C'est pourquoi l'assassinat des patients de l'asile psychiatrique de Moguilev eut lieu par le gaz, début octobre 1941. On avait procédé soigneusement à l'isolation d'une pièce de l'établissement, de sorte que les gaz d'échappement d'un moteur parviennent à asphyxier ceux qui seraient à l'intérieur. Un essai avec une voiture particulière montra l'insuffisance de production de gaz, entraînant son remplacement par un camion. En une seule journée d'octobre 1941, les patients furent tués par groupes de 60 à 80. Un total de plus de 800 malades, auxquels on avait ajouté quelques juifs, furent ainsi éliminés, suivis jusqu'à janvier 1942 de 250 ou 300 autres. On ignore le chiffre exact (comme la plupart des noms) des victimes, mais il se situe entre 1200 et 1400 personnes.

Ce sont quelques exemples précis, mais il est vraisemblable que ces assassinats n'ont pas été isolés.

J.-L. B.